



Conseil économique et social

Distr. limitée
24 septembre 2001
Français
Original: anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2001

10-14 décembre 2001

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

Recommandation concernant le financement d'un programme de pays de courte durée**

(Ex-République yougoslave de Macédoine)

Résumé

Le présent document contient une recommandation concernant le financement, à prélever sur la masse commune des ressources et d'autres ressources du programme concernant l'ex-République yougoslave de Macédoine, pour une durée de trois ans. Le Directeur général recommande que le Conseil d'administration approuve un montant de 1 836 000 dollars à prélever sur la masse commune des ressources, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 9 000 000 de dollars à prélever sur les fonds supplémentaires sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales, pour la période 2002 à 2004.

* E/ICEF/2001/P/L.12.

** Les chiffres figurant dans le présent document sont définitifs et tiennent compte des soldes non engagés au titre de la coopération au programme fin 2000. Ils figureront dans l'état récapitulatif des engagements recommandés pour les programmes à financer par prélèvement sur la masse commune des ressources et à l'aide de fonds supplémentaires pour 2001 (E/ICEF/2001/P/L.73).



Données de base^a

(1999, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants de moins de 18 ans (milliers)	0,6
TMM5 (pour 1 000 naissances vivantes) (2000)	26
TMI (pour 1 000 naissances vivantes) (2000)	22
Insuffisance pondérale (pourcentage modéré et sévère) (1998)	6
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) (1998)	3
Taux d'alphabétisation (pourcentage hommes/femmes) (1994)	97/91
Taux net de scolarisation en primaire (pourcentage garçons/filles) (1997)	97/96
Pourcentage des élèves de 1re année qui atteignent la 5e année (1995)	95
Utilisation de sources d'eau potable améliorées (pourcentage)	99
Vaccins PEV de routine financés par l'État (pourcentage)	9
PNB par habitant (dollars)	1 660
Enfants d'un an vaccinés contre :	(pourcentage)
Tuberculose	99
Diphtérie/coqueluche/tétanos	98
Rougeole	92
Poliomyélite	98
Femmes enceintes vaccinées contre le tétanos	—

^a Données tirées de la publication « Progrès accomplis depuis le Sommet mondial pour les enfants – Statistiques mises à jour », établie à titre de supplément du rapport du Secrétaire général « Nous les enfants : Examen de fin de décennie de la suite donnée au Sommet mondial pour les enfants » (A/S-27/3), et par conséquent susceptibles de différer des données figurant dans le texte du présent document.

La situation des enfants et des femmes

1. La plupart des indicateurs relatifs à la protection de l'enfance ont été positifs, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, au cours des 10 années qui ont suivi son indépendance en 1991. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est tombé de 41 pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 26 en 1999. L'allaitement maternel exclusif, dont la durée est passée à 4 mois, a vu son taux progresser de 8 % en 1994 à 42 % en 1999 et les troubles dus à la carence en iode ont disparu. Le taux d'inscriptions dans l'enseignement secondaire est passé de 74 % en 1992 à 85 % en 1999, cette progression touchant essentiellement les minorités, tandis que dans l'enseignement primaire il s'est maintenu à 95 %. L'application de la Convention relative aux droits de l'enfant a bénéficié de la nomination par le Gouvernement, en 1999, d'un Médiateur indépendant pour les enfants.

2. Cette amélioration est intervenue malgré la forte chute de l'activité économique que le pays a connue pendant ses six premières années d'indépendance. La tendance à la baisse de l'activité économique a été inversée à la fin de la décennie et on a enregistré des taux de croissance économique positifs proches de 3 % en 1999 et supérieurs à 5 % en 2000. Toutefois, les retombées n'ont pas été distribuées également en 2001 et le taux de chômage est de 32 %. Le taux de

pauvreté, établi selon les normes de l'Organisation de coopération et de développement économiques, est passé de 4 % en 1991 à 21 % en 2000.

3. Le taux du chômage chez les jeunes, situé à 70 %, est de loin le plus élevé de l'Europe centrale et orientale, de la Communauté d'États indépendants et des pays baltes, et celui de la criminalité chez les jeunes vient en deuxième position. On a enregistré entre 1995 et 2000 une augmentation de 230 % de l'injection de drogues par voie intraveineuse surtout dans le groupe d'âge de 15 à 25 ans, ce qui pourrait entraîner une extraordinaire montée des taux encore relativement bas du VIH/sida. Les taux de scolarisation sont relativement élevés mais dans les communautés de minorités l'accès des filles à l'enseignement continue de poser un problème. La qualité de l'enseignement est un sujet de préoccupation et il reste encore beaucoup à faire sur le plan de l'acceptation des enfants handicapés dans les classes du régime éducatif général. Douze pour cent seulement des enfants d'âge préscolaire sont inscrits dans des jardins d'enfants officiels, et si l'existence de garderies non institutionnalisées dans certaines communautés permet d'améliorer cette situation, on déplore un manque de financements publics pour consolider les acquis. Dans le domaine des soins sanitaires, les normes des services postnatals se sont améliorées de façon spectaculaire avec l'augmentation du nombre d'hôpitaux « amis des bébés ». Toutefois, les soins prénatals et les pratiques d'accouchement doivent encore être considérablement améliorés. Parmi d'autres problèmes émergents il faut citer la traite des filles et des jeunes femmes, les mauvais traitements infligés aux enfants et la violence dans la famille.

4. Depuis le début de 2001, l'autorité du Gouvernement a été remise en question par des groupes ethniques albanais armés qui exigeaient un élargissement des droits accordés à la minorité albanaise ethnique dans le pays. En dépit de la formation d'une large coalition gouvernementale regroupant les principaux partis politiques macédoniens et albanais, les hostilités qui avaient éclaté au nord et au nord-ouest du pays se sont poursuivies pendant l'été, et ont entraîné le déplacement d'environ 140 000 personnes. Environ la moitié de la population déplacée a cherché à se réfugier au Kosovo, tandis que l'autre moitié était déplacée à l'intérieur du pays, et était accueillie dans des centres collectifs et des familles hôtes de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

5. Les négociations menées pour apporter une solution politique du conflit ont abouti en septembre à un cessez-le-feu et à un accord-cadre politique dont on espère qu'il contribuera à stabiliser davantage la situation sur le plan de la sécurité et permettra le retour des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Toutefois, la situation est fragile sur le plan politique et de la sécurité, et l'on fait même état de violations des droits de l'homme, ce qui risque de continuer de mettre en danger les droits de tous les enfants touchés par le conflit et ceux de leurs familles.

Coopération au programme, 1999-2001

6. Le programme 1999-2001 (E/ICEF/1998/P/L.38) comprenait trois volets : soins de santé primaires, éducation, et protection de l'enfance. Au départ, le financement était assuré pour une large part par des ressources prélevées sur la masse commune; mais la crise du Kosovo a provoqué une réaction généreuse des donateurs, dans le cadre de la procédure d'appel global des Nations Unies.

7. Dans le domaine des soins de santé primaires, le principal succès a été l'Initiative « hôpitaux amis des bébés ». En 1999, il n'y avait pas d'hôpitaux de cette nature dans le pays, mais dès le milieu de 2001, 27 des 29 maternités du pays étaient agréées comme telles. Les services de soins et de développement du jeune enfant de moins d'un an ont été renforcés par la relance du système des infirmières visiteuses qui prévoit cinq visites à domicile au cours des 12 premiers mois de la vie. L'aide de l'UNICEF a permis de supprimer les troubles dus à la carence en iode. L'aide à l'éducation sanitaire a porté sur plusieurs plans allant de la responsabilisation des communautés rurales à la prévention du VIH/sida chez les jeunes.

8. Dans le domaine de l'éducation, le programme pédagogique interactif, conçu pour améliorer la qualité de l'enseignement, a dépassé sa phase pilote et couvre désormais la totalité des écoles primaires du pays. Un programme d'alphabétisation fonctionnelle destiné essentiellement aux femmes des communautés pauvres, a été lancé conjointement avec un projet visant à réduire les abandons en cours d'études et à augmenter les taux de scolarisation, particulièrement chez les filles roms. Un autre projet pilote, qui est passé à l'échelle d'un projet « grandeur nature » a été le programme « Lifestart » (Démarrage dans la vie), méthode d'apprentissage remplaçant avantageusement l'enseignement préscolaire classique. Après avoir démarré modestement, Lifestart, qui couvre les aspects sociaux, intellectuels, psychologiques, émotionnels et physiques du développement de l'enfant, touche en 2001 35 % des enfants âgés jusqu'à 5 ans. L'UNICEF a par ailleurs travaillé avec le Ministère de l'éducation pour que soit ajoutée au cycle de l'enseignement primaire une année d'accueil. Cette mesure a amené sur les bancs de l'école les 30 % des enfants de 6 ans qui précédemment ne pouvaient pas commencer leur scolarité une année plus tôt. L'action en faveur des jeunes a bénéficié du soutien de 23 nouveaux centres de jeunesse dirigés par des organisations non gouvernementales locales (ONG), autour des thèmes de la paix et de la tolérance, et de l'acquisition de compétences linguistiques et informatiques.

9. Dans le domaine de la protection de l'enfance, l'UNICEF a appuyé divers projets qui se sont traduits par une baisse de 5 % du nombre d'enfants placés dans l'assistance publique, suite à la mise au point de solutions de substitution aux institutions publiques. En ce qui concerne la protection juridique, l'UNICEF a apporté son concours à un examen approfondi de la législation, afin de l'adapter aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant; il en est résulté une série de recommandations destinées aux responsables politiques pour suite à donner. L'UNICEF a appuyé deux projets concernant les enfants des rues et un plan visant à améliorer la justice pour mineurs.

10. Au cours de la période couverte par le programme, l'UNICEF s'est constamment employé à promouvoir la Convention relative aux droits de l'enfant : vastes activités de formation d'enseignants, de dispensateurs de soins et de travailleurs sociaux, organisation de concours artistiques entre écoles et aide à la Coalition sur les droits de l'enfant. Pour briser l'engrenage de la pauvreté dans les zones suburbaines en difficulté, l'UNICEF a lancé un projet, premier de son genre, visant à scolariser tous les enfants d'une zone donnée.

11. Fort de l'expérience acquise lors de la crise des réfugiés du Kosovo en 1999, l'UNICEF est devenu l'agent chef de file en matière d'éducation et d'aide psychosociale, ainsi que d'aide humanitaire sur le plan de l'approvisionnement en

eau et de l'assainissement, pendant la crise qu'a connue le pays en 2001. Afin de garantir une approche cohérente et équitable de la promotion des droits de tous les enfants dans une situation de conflit ethnique, les activités du programme ordinaire ont été combinées à des interventions d'urgence visant à faire face aux besoins spéciaux de tous les enfants touchés par la guerre.

Leçons tirées de la coopération antérieure

12. Il est une leçon qu'il importe de retenir, à savoir qu'une législation adéquate peut être un moyen efficace de parvenir aux objectifs visés en faveur des enfants. Ainsi, l'élimination des troubles dus à la carence en iode a pu être réalisée grâce à l'adoption et à l'application de textes législatifs sur l'iodation du sel. Une autre leçon a été tirée : une affectation précise des ressources peut se traduire par des progrès importants en faveur des enfants, même lorsque la conjoncture économique stagne. À cet égard, le recours à la procédure d'appel global a permis à un certain nombre de petits projets de passer rapidement à l'échelle d'un projet « grandeur nature ». La principale leçon tirée des crises du Kosovo et de la Macédoine est que la scolarisation des enfants, même par des moyens de fortune, leur a non seulement permis de poursuivre leur éducation mais a en outre joué un rôle important en les aidant à surmonter le stress psychologique des déplacements.

Coopération recommandée au programme, 2002-2004

Montant estimatif des dépenses annuelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2002	2003	2004	Total
Masse commune des ressources				
Développement du jeune enfant	170	170	170	510
Éducation et promotion des jeunes	170	170	170	510
Protection de l'enfance	130	130	130	390
Promotion et mobilisation sociale	50	50	50	150
Dépenses transsectorielles	92	92	92	276
Total, masse commune	612	612	612	1 836
Fonds supplémentaires				
Développement du jeune enfant	800	800	800	2 400
Éducation et promotion des jeunes	800	800	800	2 400
Protection de l'enfance	700	700	700	2 100
Promotion et mobilisation sociale	400	400	400	1 200
Dépenses transsectorielles	300	300	300	900
Total, fonds supplémentaires	3 000	3 000	3 000	9 000
Total	3 612	3 612	3 612	10 836

Processus d'établissement du programme de pays

13. La planification du programme a commencé par une analyse de la situation des enfants et des familles au cours du dernier trimestre de 2000, et s'est poursuivie par un examen à mi-parcours et par une réunion de mise au point de stratégies avec les partenaires gouvernementaux. Diverses études, comme l'enquête en grappe à indicateur multiple effectuée en 1999, et plusieurs évaluations de projet ont fait également partie du processus. La préparation aux situations d'urgence a été planifiée en 2001 en consultation étroite avec les institutions des Nations Unies et le Bureau de zone pour les Balkans de l'UNICEF. Le contexte de la programmation ira se modifiant en fonction de l'évolution des arrangements politiques prévus dans l'Accord-cadre conclu sous l'égide de l'Union européenne, et l'UNICEF aura recours à l'examen annuel et au processus d'examen à mi-parcours pour modifier les activités proposées afin de faire face, en tant que de besoin, à ces changements.

Buts et objectifs du programme de pays

14. L'objectif général est de contribuer au respect intégral des droits de l'enfant tout au long du cycle de l'enfance, en menant une action axée sur la petite enfance, l'éducation de base et l'épanouissement des jeunes. Le programme a quatre volets principaux : développement du jeune enfant; éducation et promotion des jeunes; protection de l'enfance; et promotion et mobilisation sociale.

15. En ce qui concerne le premier volet, l'objectif sera de faire en sorte que tous les enfants de moins d'un an bénéficient de services de soins et de développement du jeune enfant, et que par conséquent ils aient accès dans leurs communautés à des programmes abordables. S'agissant de l'éducation, le but visé est de consolider les acquis sur le plan de la qualité et de promouvoir l'accès total à l'éducation de base, notamment pour les filles, les enfants de minorités et les enfants handicapés. On s'efforcera, dans le cadre de la promotion des jeunes, de donner à tous les jeunes les meilleures chances de réaliser leurs virtualités et d'éviter le VIH/sida. En ce qui concerne la protection de l'enfance, le programme vise essentiellement à étayer les efforts déployés par les gouvernements pour appliquer les recommandations du Comité des droits de l'enfant et pour renforcer les services destinés à des groupes vulnérables, en collaboration avec des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux. Pour ce qui est de la promotion et de la mobilisation sociale, on s'efforcera d'assurer le suivi du Mouvement mondial en faveur des enfants et de renforcer des alliances en vue de la promotion des droits de l'enfant.

Liens avec les priorités nationales et internationales

16. La communauté internationale, à savoir notamment les grands donateurs bilatéraux, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale, appuie sans exception les priorités actuelles du Gouvernement visant à attribuer davantage de responsabilités aux autorités locales sur le plan des services sociaux. Cette attitude s'accorde avec la stratégie essentielle de l'UNICEF de renforcement des services au niveau local. Le Gouvernement a constitué une commission nationale pour les droits de l'enfant, chargée de formuler un plan d'action en vue de l'application des recommandations du Comité des droits de

l'enfant. Les objectifs du programme de pays sont conformes avec les nouvelles priorités organisationnelles de l'UNICEF.

Stratégie du programme

17. La stratégie du programme consiste à mettre à profit les relations de travail étroites que l'UNICEF a avec le Gouvernement et d'autres partenaires pour stimuler l'action en faveur des droits de l'enfant. Dans ce contexte, les activités de promotion et de changement sur le plan politique et législatif joueront un rôle important. À partir du thème de l'égalité des droits, la stratégie sera axée sur les enfants exclus, tels que les enfants handicapés ou ceux qui vivent dans des îlots de pauvreté. Renforcer les capacités des familles et des communautés en leur apportant les connaissances nécessaires pour qu'elles soient en mesure d'améliorer leur sort sera l'élément essentiel de cette stratégie, ainsi que le renforcement des relations avec les autorités locales et les organisations communautaires, le soutien apporté aux réseaux concernant les droits des enfants et les campagnes de sensibilisation aux inégalités selon le sexe. La préparation aux situations d'urgence et la réponse par le biais de la procédure d'appel global complèteront la stratégie du programme. Les activités concernant la réponse face aux situations d'urgence sont pour l'essentiel complémentaires de celles qui sont prévues dans le programme de pays. De surcroît, l'UNICEF a joué un rôle capital de coordonnateur face aux situations d'urgence, sur le plan de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement de l'environnement dans le cadre d'activités visant les personnes affectées par le conflit qui ravage le pays.

18. **Développement du jeune enfant.** Dans ce volet du programme, on fera en sorte que toutes les maternités du pays conservent leur statut d'hôpital « amis des bébés » et on maintiendra le service d'infirmières de proximité, afin de garantir cinq visites à domicile au cours de la première année de vie du nourrisson. On mettra également l'accent sur les soins prénatals et l'amélioration des pratiques d'accouchement. L'UNICEF cessera progressivement tout soutien au programme élargi de vaccination à mesure que le Gouvernement atteindra son objectif d'autosuffisance en la matière en l'an 2005. Les activités visant à promouvoir la santé porteront spécialement sur les communautés les plus pauvres et les régions à taux élevé de mortalité infantile. Sur le plan de la nutrition, on s'emploiera essentiellement à supprimer les troubles dus à la carence en iode. Le programme « Lifestart » (départ dans la vie) visera à améliorer l'accès aux enfants de 1 à 4 ans, en faisant passer le pourcentage de 35 % à 100 % à la fin du cycle.

19. **Éducation et promotion des jeunes.** Au niveau de l'enseignement primaire, l'élargissement du cycle à 9 ans sera généralisé et dans toutes les écoles on favorisera la pédagogie interactive comme moyen fondamental d'améliorer la qualité. Toutes les écoles bénéficieront d'une formation à un enseignement ouvert aux enfants qui ont des difficultés à apprendre et on poursuivra des stratégies visant à améliorer la scolarisation chez les enfants qui vivent dans des communautés défavorisées. Au niveau du secondaire, on lancera un programme de préparation à la vie active et de prévention du VIH/sida. La préparation à la vie active, l'éducation en matière de droits de l'homme, les langues et les techniques de l'information seront des éléments d'un projet destiné à ouvrir aux adolescents des espaces qui leur soient accueillants. Un soutien sera apporté aux politiques visant à promouvoir l'éducation des filles, surtout au niveau du secondaire, et on poursuivra des

programmes d'alphabétisation destinés aux femmes et aux filles des communautés démunies. Pendant la période couverte par le programme, toutes les écoles primaires et secondaires appliqueront un programme axé sur la paix et la tolérance ainsi que sur les droits de l'enfant. L'aide apportée au processus de réforme de l'éducation et de la politique des jeunes contribuera à favoriser l'insertion sociale et l'équité.

20. Protection de l'enfant. Ce volet du programme portera sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant dans la mesure où elle vise les enfants les plus vulnérables, y compris les enfants handicapés, les enfants vivant dans la rue et les enfants ayant besoin d'une aide psychosociale parce que victimes de discrimination, d'exploitation, de sévices, d'actes de violence et d'abandon. Une des caractéristiques du programme sera la poursuite des efforts déployés pour développer des services d'adoption, de garderie d'enfants et de soutien communautaire. On s'efforcera en outre d'améliorer le système de la justice pour les mineurs, et on préconisera une réforme juridique appropriée, conforme aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

21. Promotion et mobilisation sociale. Ce volet du programme prendra le relais du Mouvement mondial en faveur des enfants, en mobilisant des partenariats et des alliances autour de la mise en oeuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant. L'UNICEF travaillera en outre avec les médias pour promouvoir les problèmes des enfants et faire connaître les principes de la Convention dans chaque foyer du pays. Il importera d'adopter une approche journalistique attentive et favorable aux droits de l'enfant.

22. Dépenses transsectorielles. Elles couvriront les opérations, les approvisionnements et les mesures sécuritaires. Elles permettront par ailleurs de garantir des fournitures en cas d'urgence qui seront stockées afin de pouvoir réagir rapidement en cas de crises humanitaires.

Suivi et évaluation

23. Tous les programmes seront étayés par un plan intégré de suivi et d'évaluation afin de garantir une gestion fondée sur les résultats et une évaluation des impacts. On veillera à améliorer constamment la collecte, l'analyse et la ventilation des données, ainsi que la suite donnée aux observations du Comité des droits de l'enfant. On procédera à des évaluations stratégiques dans les quatre programmes afin de mettre en évidence les progrès réalisés dans les domaines clefs. Les activités de suivi et d'évaluation s'achèveront par un examen de fin de cycle en 2005.

Collaboration avec des partenaires

24. L'UNICEF poursuivra sa coopération étroite avec d'autres institutions des Nations Unies présentes dans le pays, ainsi que sa collaboration excellente avec la Banque mondiale, qui a apporté une contribution de 2 millions de dollars dans le cadre de son mécanisme d'octroi de dons après conflit. L'UNICEF renforcera sa coopération avec d'autres missions donatrices, dont l'Union européenne, qui est à la fois un donateur et un partenaire de programme. On accordera une importance particulière au renforcement des relations de travail étroites avec des ONG locales.

Une étroite collaboration dans le cadre du Plan interinstitutions de préparation aux situations d'urgence permettra de réagir rapidement face à ces situations.

Gestion du programme

25. Le programme sera géré par le bureau de pays de l'UNICEF à Skopje, dirigé par un représentant assistant et il bénéficiera de l'aide du Bureau de zone pour les Balkans, qui augmentera ses possibilités pour le plan de la promotion, de l'établissement des politiques, de la mise au point des programmes et de l'aide en matière de sécurité.

Liens entre les postes et dépenses de personnel dans le budget-programme

Programme : 2002-2004

Domaine d'activité et source de financement	Budget-programme			Postes ^a										Dépenses de personnel ^b		
	MC	FS	Total	D2/L7	D1/L6	P/L5	P/L4	P/L3	P/L2	AI	AN	GS	Total	AI	PL	Total
Masse commune des ressources																
Développement du jeune enfant	510 000		510 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	59 922	59 922
Éducation et promotion des jeunes	510 000		510 000	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	0	170 183	170 183
Protection de l'enfance	390 000		390 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses transsectorielles	276 000		276 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	59 922	59 922
Promotion et mobilisation sociale	150 000		150 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MC	1 836 000		1 836 000	0	0	0	0	0	0	0	1	3	4	0	290 027	290 027
Fonds supplémentaires																
Développement du jeune enfant		2 400 000	2 400 000	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	110 261	110 261
Éducation et promotion des jeunes		2 400 000	2 400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Protection de l'enfance		2 100 000	2 100 000	0	0	0	1	0	1	0	1	0	2	351 195	59 922	411 117
Dépenses transsectorielles		900 000	900 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	98 445	98 445
Promotion et mobilisation sociale		1 200 000	1 200 000	0	0	0	0	1	0	1	0	1	2	351 195	59 922	411 117
Total FS		9 000 000	9 000 000	0	0	0	2	2	0	2	1	4	7	702 390	328 550	1 030 940
Total MC + FS	1 836 000	9 000 000	10 836 000	0	0	0	2	2	0	2	2	7	11	702 390	618 577	1 320 967
Budget d'appui		Dépenses de fonctionnement Effectif	317 000	0	0	0	1	0	0	1	1	3	5	470 974	280 686	751 660
Total MC + FS + BA				0	0	0	1	2	0	3	3	10	16	1 173 364	899 263	2 072 627

Domaine d'activité et source de financement	Budget-programme		Postes ^a										Dépenses de personnel ^b			
	MC	FS	Total	D2/L7	D1/L6	P/L5	P/L4	P/L3	P/L2	AI	AN	GS	Total	AI	PL	Total
Nombre de postes et dépenses de personnel :																
Cycle de programmation en cours																
À la fin du programme proposé (à titre indicatif seulement)																
										5	2	7	14			
										3	3	10	16	1 173 364	899 263	2 072 627

MC = masse commune des ressources; FS = fonds supplémentaires; AI = administrateurs recrutés au plan international; AN = administrateurs recrutés au plan national; GS = personnel des services généraux; PL = personnel local ; BA = budget d'appui.

^a Chaque poste, quelle que soit la source de financement, appuie le programme de pays dans son ensemble.

^b À l'exclusion du personnel temporaire et des heures supplémentaires.